

Recherches sociographiques



Commentaire : Une perplexité de mise

Yolande Cohen and Marcel Fournier

Volume 26, Number 3, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 II

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056177ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056177ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Cohen, Y. & Fournier, M. (1985). Commentaire : Une perplexité de mise. *Recherches sociographiques*, 26(3), 521–525. <https://doi.org/10.7202/056177ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

UNE PERPLEXITÉ DE MISE

Dans un débat public, tout comme dans une simple conversation, ce qui se dit est souvent moins important que la manière de dire les choses et de les penser ; sans parler du non-dit... Au colloque de *Recherches sociographiques*, beaucoup d'informations ont circulé en quelques jours : inventaire des travaux en économie, en science politique, en sociologie de la culture, etc. Le tableau est des plus impressionnants : voilà des sciences sociales et humaines parvenues « à maturité », fières et sûres d'elles-mêmes. Mais en même temps, quel malaise ! Les découpages disciplinaires nous agacent, les « vrais » objets nous échappent, les catégories conceptuelles nous empêchent de penser la réalité sociale. Bref, les convictions apparaissent peu nombreuses et les incertitudes, grandes. Hier, nous cherchions des guides, des maîtres à penser ; aujourd'hui, nous nous contenterions bien de quelques bonnes boussoles, à la recherche que nous sommes de ce bon sens, perdu dans les méandres des institutions à penser.

Un espace flou, un territoire incertain

L'éclatement des sciences sociales, dont se réjouit Hubert Guindon, permet d'établir un constat. La crise des sciences sociales est une crise de croissance, traduisant une maturité nouvelle et non leur fin. Abandonnant résolument les archétypes et les explications paradigmatiques (ce qu'on appelait alors une vision du monde), les sciences sociales abordent aujourd'hui les aléas de la pensée floue et incertaine, qui sont le lot des destins humains. Les vingt dernières années ont été déterminantes dans cette évolution. L'ère des certitudes a pu un temps faire illusion ; la démocratisation de l'enseignement et la demande immense de sciences sociales au début des années 1960 a seulement consolidé certains dogmes en leur donnant force de science. Le marxisme, le structuralisme, le freudisme, l'économisme, etc. inspirent de nombreuses écoles de pensée, déterminent des méthodologies, fondent un nombre incalculable de recherches et d'enquêtes. Fortement marquées par un idéologisme d'abord expansionniste puis vindicatif, les sciences sociales et humaines ont subi un

essor considérable. Mais les faits sont têtus ; en même temps qu'on découvre les limites de ces explications globales du monde, on découvre les ressorts cachés du fonctionnement social. Le processus d'expérimentation, obligatoire dans les sciences dites exactes, apparaît dans toute sa force, imprimant sa logique aux rapports sociaux. Jugée jusqu'ici insuffisante parce que si peu explicative — on sait les critiques qu'adressent les théoriciens aux empiristes — la recherche minutieuse des « faits » ouvre désormais des pistes sérieuses d'investigation. L'apparition de sous-champs dans chaque discipline en apporte la preuve.

Nos sciences se sont, tous en conviennent, spécialisées : chacun tend à se replier sur sa spécialité... et sur le « problème » dont il est le spécialiste. Mais en même temps, nous percevons la fragilité de nos frontières disciplinaires et la faiblesse de nos découpages de la réalité sociale. L'espace dans lequel nous circulons, en tant que spécialistes des sciences sociales et humaines, apparaît imprécis, quelque peu flou. Science politique, sociologie politique ou économie politique ? histoire sociale ou sociologie historique ? quelle importance faut-il accorder à ces divisions disciplinaires ? L'apport récent de l'histoire et de la sociologie régionales est à cet égard considérable et Massicotte l'a très bien souligné : éloignés des « grands centres » de la vie intellectuelle, relégués vers la « périphérie », des spécialistes, habituellement « jeunes », ont innové et défriché de nouveaux champs. Ils ont fait pour les régions ce que la génération aînée avait fait, dans les années 1960, pour l'ensemble du Québec : ils ont constitué ces collectivités régionales en tant que « société globale » et ils en ont étudié simultanément les diverses facettes. Nous avons quelque peu oublié la leçon de Mauss : la réalité sociale ne se pense pas comme un ensemble de systèmes ou de parties indépendantes les unes des autres, mais bien comme un « phénomène total ». Au moment du premier colloque sur la « Situation de la recherche sur le Canada français », Fernand Dumont ne parlait pas autrement dans sa communication sur « L'étude systématique d'une société globale ».

Même repliés sur leur discipline et leur spécialité, tous les participants au colloque de 1984 étaient, nous semble-t-il, convaincus de la nécessité d'une telle démarche ; plusieurs critiquaient l'hyperspécialisation et prêchaient la vertu de l'interdisciplinarité. *Recherches sociographiques* demeure l'une des rares revues, et cela depuis sa fondation, à se situer au carrefour des diverses sciences sociales. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le mode d'institutionnalisation des sciences sociales ne correspond plus à leur mode de pensée ; les moyens institutionnels que nous nous sommes donnés (universités, départements, équipes de recherche, revues spécialisées, etc.) ne nous permettent plus de penser comme nous voudrions bien le faire ! Ils sont une entrave à des recherches se développant sur un territoire dont on s'accorde à dire que les limites sont incertaines.

Pourtant, si on doit aujourd'hui caractériser l'état des sciences sociales et humaines, elles nous paraissent plus à même, ou tout au moins mieux disposées

à faire état de la complexité des rapports humains, des myriades de cheminement individuels négociant à chaque niveau leurs rapports à la société. Que cette quête n'ait pas encore produit de résultats probants, et encore moins de vision globale, nul ne le niera. L'exemple des *women studies* est le plus significatif à cet égard. Ensemble de problématiques neuves, nées de l'émergence des mouvements de libération des femmes partout en Occident, elles suscitent un écho formidable à l'intérieur même des sciences sociales. Elles y prennent d'emblée la place qui leur revient, révélant enfin les potentialités de ces nouveaux objets, chers à la « nouvelle histoire ». Ainsi l'histoire des femmes s'est-elle appuyée sur un mouvement critique très réel dans la discipline (histoire sociale et histoire des mentalités). Elle a déjà contribué à revisiter la périodisation pour proposer une autre version des cycles historiques; la sélection d'événements et des faits marquant cette interprétation s'établit en rapport à des variables qui tiennent compte de la place que les femmes ont occupée dans les sociétés. En cela, l'histoire des femmes reste étroitement liée aux progrès de la nouvelle histoire, mais aussi à ses apories. Le problème essentiel aujourd'hui est bien de replacer ces nouveaux objets dans des séquences qui aient un sens. S'il est fort louable d'avoir révélé la vision propre que les acteurs donnent à leur histoire, il s'agit désormais d'en retrouver le sens social. L'histoire des femmes se trouve confrontée à cette nécessité. Après avoir dégagé — et cette tâche n'est guère finie — les différents espaces d'activités des femmes, il lui reste à établir les correspondances qui déterminent les rapports entre les sexes. En d'autres termes, à moins de sombrer dans le savoir militant, dont le fondement est fourni par la libération des femmes et la lutte contre l'oppression patriarcale, l'histoire des femmes n'a d'autre issue que d'être celle des rapports entre les sexes, *i.e.* où la variable sexuelle détermine une certaine position dans la société.

Culture et histoire

Tout comme les frontières disciplinaires, les découpages que nous opérons dans la réalité sociale ne semblent plus avoir de pertinence théorique ou sociale. Encore récemment, les sociologues distinguaient nettement divers socio-systèmes, parlaient de paliers de la réalité sociale et construisaient la société comme un échafaudage d'instances. Parmi les oppositions qui ont structuré la pensée au cours des récentes décennies, la plus importante était celle des superstructures/infrastructures. Au colloque, le marxisme a plané comme une grande ombre... Des fantômes ont circulé... Mais très rares ont été les interventions qui, d'une manière explicite, se sont réclamées du matérialisme historique. Gilles Bourque n'a pas parlé, Jean-Marc Piotte s'est fait très discret. L'heure était à la *culture*, le « culturalisme » n'était plus ressenti comme une « faute ». Même les géographes souhaitaient introduire l'imaginaire dans leur étude de l'espace.

De cette « nouvelle » attitude, est très symptomatique l'ampleur qu'a prise le débat symbolisé par la « joute » Dumont/Desaulniers, classiques contre modernes. Mais qu'a-t-il été dit de la culture ? Pour l'un, le phénomène culturel, profond et séculaire, exprime la situation globale de la société : il en photographie les effets grâce à des instruments de mesure raffinés que sont les expressions culturelles, au sens large. Pour l'autre, c'est l'instantané qui est décisif : le polaroïd fixe une image fluide, dont le mouvement importe peu, car l'instantané est suffisamment signifiant. D'un côté, les longues durées, le temps immobile ; de l'autre, l'instabilité continue, le temps absent. Qu'en est-il de la dimension proprement historique, de la place prépondérante de la temporalité dans toute analyse des sociétés ? Soucieuse du présent, la sociologie de la culture, vision Desaulniers, est vouée à indiquer des pistes de recherche, à suivre de nouveaux objets d'engouement, à s'interroger sur les groupes qui en sont porteurs. À la remorque des idéologies et des modes, elle contribue à en formuler certains aspects, à en modeler d'autres. Plus ancrée dans le temps, la vision Dumont/Harvey y puise aussi bien son objet que son questionnement. Ayant établi des récurrences significatives, elle travaille à en définir le sens. Pourtant, il reste des rigidités dans le texte qui figent quelque peu la pensée. Les catégories que les auteurs reprennent — culture populaire, médiatique... — paraissent en opposition avec ce qu'ils considèrent comme la vraie production culturelle. Vu sous un autre angle, ce débat rappelle celui, plus ancien et toujours valide en sciences sociales et humaines, qui oppose déterminisme à liberté : aux (insupportables) pesanteurs socio-culturelles que rappellent les uns, d'autres préfèrent l'insoutenable légèreté des êtres.

L'opposition gauche/droite ou la politique absente

Plus que toute autre opposition, celle qui situe les prises de positions intellectuelles et politiques sur l'axe gauche/droite a structuré, au cours des récentes décennies, l'espace des discussions entre spécialistes des sciences sociales et humaines. Plus près de la sociologie que de la science politique, André-J. Bélanger nous l'a rappelé d'une manière fort appropriée, avec style, élégance et politesse ; il s'est aussi empressé de dire que cette opposition n'était plus, pour lui et pour d'autres peut-on penser, opérante. D'ailleurs, au sein des sciences sociales, des déplacements se sont effectués : les « gauchistes » de la première génération des spécialistes en sciences sociales apparaissent aux yeux des plus jeunes souvent « conservateurs ». Et même parmi les plus jeunes, la dissension est telle, depuis les querelles introduites par les groupuscules marxistes-léninistes, qu'il n'est plus possible d'identifier avec précision les « éléments de gauche ». Au point que la gauche elle-même, comme mouvement politique, semble avoir disparu... Tout au plus reste-t-il des sensibilités, une sorte d'instinct qui invite à une certaine prudence dans des débats — par exemple, face au néo-libéralisme — et qui conduit à maintenir quelques grands

principes généraux, par exemple, face au syndicalisme, aux problèmes des milieux populaires, au chômage, etc. Lors des discussions, ces sensibilités se sont exprimées, mais à de rares occasions : l'un s'est porté à la défense des jeunes, de cette génération « laissée pour compte » ; un autre s'est inquiété des effets des nouvelles technologies, principalement sur le travail des femmes ; un autre s'est fait le défenseur des diverses pratiques émancipatoires en les présentant comme solution de rechange à la crise économique et culturelle de notre société.

Il a évidemment été question de politique — analyse des partis politiques, évaluation du rôle de l'État, etc. — mais sous un angle qui se rapproche étrangement de celui de l'*apolitisme*, c'est-à-dire avec une distance, pour ne pas dire avec une certaine indifférence. Même la question nationale, actuellement centrale dans les débats politiques au Québec, ne fut l'objet d'aucune discussion particulière, tout se passant comme si les débats n'étaient plus, dans nos milieux intellectuels et scientifiques, traversés par les divisions politiques. Est-ce là l'indice de la plus grande autonomie qu'ont acquise ces milieux ? Ou est-ce tout simplement l'expression des (nouvelles) incertitudes qui tiraillent les intellectuels québécois et les empêchent de prendre position dans les débats publics ? À moins que ce ne soit qu'un « effet de contexte » ! Plus que tout autre colloque, celui-ci était placé sous le signe d'une amitié toute fraternelle, un peu à la manière de celle qui unit les membres d'une *alma mater*. L'isolement, l'environnement, tout invitait à la complicité : beaucoup de discussions et d'échanges amicaux, peu de véritables confrontations. Pas plus qu'il n'a été le lieu d'émergence de nouveaux problèmes et de constitution de nouveaux objets d'études,¹ le colloque de *Recherches sociographiques* n'a été l'occasion d'un renouvellement de la pensée politique. Tout au plus voulions-nous mesurer les écarts qui nous avaient jadis éloignés à l'aune de la perplexité à laquelle chacun de nous se trouve aujourd'hui confronté.

Yolande COHEN

*Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal.*

Marcel FOURNIER

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

1. Cette question pourrait donner lieu à un long débat, surtout si nous introduisons une dimension comparative avec le développement récent des recherches en sciences sociales et humaines. Par exemple, en France, et pour ne prendre que le cas de l'histoire, le corps, l'âge, la langue, les mythes, le climat, la cuisine, sont autant de points d'ancrage différents d'une histoire modulée des mentalités. L'autre, la face obscure et cachée du déploiement historique, apparaît aux détours d'un quotidien désormais investi du sceau de la vérité historique. Les acteurs interrogés livrent la moisson étonnante de leur vécu et donc du devenir collectif. Les influences décisives de la psychanalyse et de l'ethnologie, pour ne citer que ces disciplines, sur le travail d'interprétation des historiens forcent même à adopter d'autres types d'écriture.